

d'opinion qui s'expriment à l'intérieur du Parti, et pour améliorer dans une mesure considérable le contenu politique qui est actuellement celui dont nous allons faire le bilan.

Nous ne disons pas : « Allez-vous-en », mais au contraire : « Restez et faites mieux ».

Nous sommes persuadés que le meilleur moyen de rendre service au gouvernement, c'est de lui apporter cet effort critique. Je reprends une phrase que tout à l'heure mon ami Hérard a citée, une phrase de de Man : « La critique des masses et des militants est une des formes les plus utiles du soutien aux ministres du Parti. » Vous la trouverez dans le bulletin international qui vous a été envoyé. C'est exactement sous cette forme et avec ce but que nous apportons ici notre contribution et notre effort dans l'intérêt du Parti.

Le Gouvernement ne doit pas être renversé, nous ne pouvons pas admettre une seule minute qu'un autre gouvernement soit constitué à l'heure présente; il est le gouvernement voulu par le suffrage universel, et ce que nous demandons à nos délégués, c'est de faire plus pour traduire mieux encore les volontés réelles des masses populaires qui l'ont porté au pouvoir.

FINANCES

Je ne parle pas des questions militaires puisque Modiano l'a fait. Mais voyons la politique financière : là encore, si des camarades doutaient de notre amitié pour ceux que nous avons placés à des postes responsables, j'en serais, personnellement, tout à fait attristé, mais avoir de l'affection pour un camarade, avoir de la fidélité à son Parti et dire ce que l'on pense, en même temps, d'une ligne politique que l'on croit fautive, je n'admets pas que ce soit incompatible, et je continuerai, quoi qu'il arrive, à faire ce que je considère comme mon devoir strict de militant, c'est-à-dire à exprimer ici exactement ce pourquoi mes camarades m'ont envoyé à la tribune du Conseil national.

La politique financière a donné lieu à certains zigzag qui dénotent au moins une chose, c'est qu'elle n'est pas facile. Mais pourquoi notre ami Auriol et nos camarades du Gouvernement semblent-ils avoir oublié que la bonne volonté ne suffit pas; la résistance du capital, elle est là, il faudra la subir ou la briser. Or, au langage d'autorité du début s'est substitué un langage de compromis.

Qu'est-ce que ça a donné ? On a échoué. On n'a pas eu l'appui du grand capital. On a eu lors du premier emprunt la contribution et la confiance des petits épargnants. Cela ne suffit pas.

Ensuite, on a clos l'emprunt pour faire la dévaluation.

De fin septembre à février, les changes ont pris des courbes dangereuses. Le fonds d'égalisation s'est épuisé au maintien du niveau du franc à un taux fixe. On arrive maintenant à la période où le grand capitalisme qui, pendant plusieurs mois a été effrayé, qui a eu de grosses inquiétudes, est au contraire tout à fait rassuré.

Il a le sentiment très vif de conduire la manœuvre comme il l'entend. Et nous en sommes arrivés au point de vue financier à une situation dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle laisse de lourdes préoccupations à nos camarades du gouvernement. On peut juger la méthode avec la boutade de Gambetta : « Quand on doit assécher un marais, on ne va pas consulter les grenouilles. » Et quand on est envoyé au Gouvernement pour lutter contre le grand capitalisme (car au fond le Front populaire a été constitué pour cela, contre les trusts et le grand capitalisme) on ne va pas lui demander son avis. Quand on lui demande son avis, il joue sur le velours et triomphe sans peine !

Voulez-vous un petit exemple ? Le dernier emprunt. L'or de la Banque, auquel le Sénat refuse la possibilité de gager de nouvelles émissions françaises, eh bien ! il sert à gager les devises que nous remet l'Angleterre. C'est-à-dire qu'au lieu d'imprimer des bons ou des billets, nous payons 3 1/2 % pour recevoir de l'Angleterre du papier qui est gagé par notre or. Et nous constatons cette chose qui est tout de même énorme, et qui marque bien la réalité du front international de classe; les capitalistes français et les grandes banques refusent d'apporter de l'or, de fournir le crédit nécessaire à l'Etat, mais par l'intermédiaire de leurs collègues d'Angleterre ou des succursales françaises qui sont en Angleterre, l'emprunt émis en Angleterre est immédiatement recédé aux Banques françaises avec un bénéfice de 1/2 %. Oui, le soir même où l'emprunt a été négocié, on le reflait aux Banques françaises avec un bénéfice de 1/2 %; ainsi la politique de confiance entretient l'immoralité et la spéculation qui sont couronnées de succès par le fonctionnement même du régime. Nous ne pouvons pas nous associer à cette politique. D'autant plus qu'il y a tout de même quelque chose d'humiliant de passer sous les fourches caudines du capital international, lorsqu'on est l'Etat français. On est obligé de constater qu'au moment où le taux du crédit à Londres est de 1/2 %, on « nous » consent royalement 3 1/2 % et encore avec une garantie or...

Ai-je raison d'affirmer maintenant que lorsqu'on ne se bat pas directement contre les banques, on est obligé de passer sous leurs fourches caudines ? Est-ce pour cela que le Front Populaire a été constitué ? Non ! Cette politique ne correspond pas à la volonté des masses, il faudra la modifier. Je suis persuadé qu'on sera forcé de revenir à une politique de combat, mais on aura perdu du temps, perdu aussi une certaine partie de l'or et perdu peut-être dans la classe ouvrière ou tout au moins dans la classe moyenne une partie de la confiance populaire dont le Gouvernement pouvait légitimement disposer.

En tout cas, le Sénat a très bien compris la faiblesse de cette position, car d'après les dernières séances, il est en train d'imposer le retour à une politique de déflation. Qu'est-ce à dire ? Jusqu'à